

politique, on peut supposer que le Yukon obtiendra le statut provincial avant les Territoires. Ou, du moins, le Yukon aura un statut politique différent et plus progressiste, se rapprochant du statut provincial, avant les Territoires du Nord-Ouest.

A cause de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, les Canadiens se font de l'énergie une conception selon laquelle le principe de péréquation devrait s'appliquer en deçà des frontières provinciales et ne pas s'étendre à d'autres provinces. C'est une conception que je comprends et que j'approuve. Elle représente un aspect insignifiant de la campagne des conservateurs au sujet de ce projet de loi. C'est un argument superficiel, comme l'a dit explicitement le député du Yukon chaque fois qu'il a traité de ce bill et des amendements. De l'avis des conservateurs, la question se résume à ceci: entreprise privée ou entreprise publique. Il n'y a aucun doute à ce sujet. Le parti conservateur tente de préserver les derniers vestiges du pouvoir d'exploitation de l'entreprise privée dont le but est de distribuer et de fournir l'énergie électrique afin de réaliser un profit. Nous avons ressassé cet argument dans toutes les provinces à une époque ou l'autre, et tous les partis politiques se sont prononcés, à une époque ou l'autre, en faveur du concept de la propriété publique—dont seulement un, en conscience, et par principe, et les autres par opportunisme politique.

● (8.30 p.m.)

Il se peut que la Commission d'énergie du Nord canadien ne soit pas la plus sensible aux besoins des habitants de la région, qu'elle ne soit pas la plus efficace, qu'elle soit infestée de bureaucrates, qu'elle se préoccupe davantage de ses paperasses que des objectifs pour lesquels elle a été créée, et même que quelques-uns de ses membres ne voient pas d'un bon œil le concept de la propriété publique. Mais, à mon avis, cela ne suffit pas, sur le plan moral ou philosophique, pour détruire le concept que nous voulons établir, savoir que l'administration publique dans ce domaine est préférable à l'entreprise privée. Tous les partis politiques, toutes les provinces du Canada, ont appuyé l'idée que le pouvoir public apporte plus au peuple que l'exploitation et la mise en valeur privées qui ont pour objectif les bénéfices privés.

Le parti conservateur prétend que la Commission d'énergie du Nord n'est pas sensible aux intérêts des habitants de ces territoires, ce qui me semble porter un coup à l'espoir qu'il a d'être appelé à former le gouvernement après les prochaines élections. Si les députés à ma droite estiment qu'ils formeront probablement le prochain gouvernement, on ne peut s'empêcher de penser qu'ils seront alors en mesure de renforcer la Commission de l'énergie et de veiller à ce qu'elle soit orientée dans la bonne direction.

Le point primordial à considérer à propos non seulement de l'amendement dont nous sommes saisis, mais aussi de la motion présentée antérieurement, c'est que leur but n'est pas de faire étudier la question par un groupe d'étude en comité plénier ou autrement, mais d'établir sur cette dernière frontière les valeurs méprisables de la mainmise de l'exploitation privée dans le domaine de l'énergie même si, depuis des années, tous les partis politiques canadiens ont reconnu que l'étatisation dans ce domaine constitue la façon de procéder la plus souhaitable, comme la plus morale. Nous ne pouvons

accepter cette tentative visant à détruire le principe dont s'inspire le bill. Je ne crois pas réellement que le parti libéral soit mieux disposé à son égard que le parti qui est à ma droite. C'est tout simplement que, siégeant là où ils sont, les vis-à-vis ont vu l'occasion d'y gagner politiquement en enrobant d'une apparence politique quelque chose qui apparaît comme souhaitable du point de vue social.

**M. F. J. Bigg (Pembina):** Monsieur l'Orateur, je voudrais dire quelques mots du bill à l'étude. Ce n'est pas autre chose que du socialisme, de quelque façon qu'on le présente. Voyez ce qui est arrivé à l'Angleterre. Elle s'est détruite dans les cinquante dernières années par un socialisme outré. Qui aurait cru qu'un jeune pays dynamique comme le Canada—j'ai failli dire «république» parce que c'est ce vers quoi nous nous dirigeons rapidement sous la dictature d'un gouvernement arrogant...

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Bigg:** Attendez la suite. Je sais que vous anticipez, mais vous vous trompez. Il ne s'agit pas de personnalités mais de principes. Nous portons sur nos épaules un vieux loup de mer: le socialisme ou, si vous préférez, le socialisme démocratique. Il ne peut fonctionner que sous la poigne d'une bureaucratie encombrée aux échelons supérieurs.

Il y a à peine une ou deux semaines, la société Air Canada qui a beaucoup de mérite—nous savons tous que c'est l'une des meilleures lignes aériennes au monde, comme cela se doit, nous y consacrons assez d'argent—s'inquiétait un peu parce que ses affaires baissaient. Qu'a-t-elle fait? A-t-elle amélioré ses services? Non. Elle a empiété sur le secteur privé de l'économie. Elle a accaparé les routes desservies par des lignes aériennes locales, comme Wardair d'Edmonton, ma ville natale—j'espère qu'on ne s'attaque pas uniquement à Edmonton. Mais elle s'attaque à l'entreprise privée.

Il y a quelque chose de plus important en jeu que d'équilibrer le budget de la société Air Canada. Le Canada est assez grand pour que nous y ayons tous une place, comme l'a dit le chef des Créditistes (M. Caouette). Les voies aériennes devraient être assez vastes pour que la société Air Canada et les lignes privées aient leur place. Qui a bâti la flotte aérienne du Canada? Ce sont les pilotes de la brousse, tous des pilotes entrepreneurs et libres. La société Air Canada elle-même fait appel à ces hommes hardis, lorsqu'elle a besoin de cadres supérieurs pour gérer son entreprise. Ces pilotes ont appris leur métier à la dure école de l'expérience. Je suis fatigué de voir les bureaucrates bien pensants grignoter l'entreprise privée dans tous les secteurs de la vie économique du pays.

Je pourrais consacrer tout le temps dont je dispose à l'agriculture, mais l'agriculture n'est pas l'objet de ce débat, bien qu'il s'en rapproche. Il s'agit de franchir la dernière frontière. L'agriculture fut autrefois une frontière. Il fut un temps où l'on pouvait dire aux affamés du Canada, ou du monde: Allez dans l'Ouest, achetez une parcelle de terrain et taillez-vous un avenir. On ne peut plus le faire, car les socialistes ont accaparé l'agriculture. Ce temps est révolu. Que sont devenus ceux qui voulaient exploiter une ferme? On leur a dit: Allez vers les villes, vivre dans des tours d'appartements; si vous ne pouvez pas nous vaincre, il vous faudra vous joindre à